

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

17 AU 23 MAI 1990

N° 785

10,00 F



RACISME

Carpentras : sous le signe de la haine

« Mon Dieu, pourquoi
m'as tu abandonné ? »

La phrase est juive, et a accompagné dans ses malheurs un peuple trop souvent martyr. Il n'est pas dans nos habitudes d'interwievier un Sauveur des plus aléatoires. Mais la question substiste, intense, angoissée : pourquoi ?

Pourquoi Carpentras ? Pourquoi un cimetière ? Pourquoi le cimetière juif de Carpentras ? Il n'y a aucune réponse, pas une once de motif logique, rationnel. Pourquoi a-t-on violé ces sépultures ? Parce que quelques vermines en ont fait germer l'idée dans quelques crânes vides et rasés...

Inutile de chercher dans le cimetière de la honte une leur d'intelligence. Mieux vaut y voir un signal.

Le rabbin Sitruk a raison, lorsqu'il dit que l'agression ne visait pas seulement les Juifs, et pas seulement les morts. L'infamie de Carpentras présage du retour des brutes. Des brutes dont l'Europe fêtait, naguère, le quarante-cinquième anniversaire de la défaite. Des brutes qui fêtaient, il y a quelques jours et en toute impunité, le centième anniversaire de leur mortifère marionnette. Des brutes de race blanche, qui n'aiment pas la couleur, et dont les cibles ne sont toujours ni tout à fait les mêmes, ni tout à fait des autres.

Signal ! Signal que des vermines folles de violence, ivres de mort, ont un nouveau éclos. « Anne ma soeur Anne, si tu savais ce que je vois venir », chantait doucement Louis Chédid, il y a quelques années, en hommage à la célèbre petite fille assassinée. Les mêmes brutes, les mêmes saloperies, nous les avions vues venir, nous aussi, à l'époque où

de démocratiques démocrates nous assuraient que la puanteur que nous sentions n'était que celle d'un feu de paille. Et nous les voyons aujourd'hui approcher, à l'heure où toute la classe politique reprend ses marques en fonction de la bête immonde.

Certes, la classe politique tout entière s'est récréée, face à l'immonde. Et nous ne doutons pas, cette fois, que leur horreur soit sincère : le spectacle du cimetière de Carpentras avait de quoi donner la nausée à toute personne normalement constituée. Mais leurs mots sonnent aussi creux qu'ils sonnent justes. Justement, parce que ce ne sont que des mots. Paroles antiracistes, vœux pieux philosémite, promesses démocratiques... et cantiques, sur le thème de l'union sacrée.

L'union sacrée... Nous aimerions y croire. Mais nous sommes sans doute d'irréductibles agnostiques, restant obstinément sceptiques quand un Dieu d'opérette conjure la France de se ressaisir, quand une classe politique de plus en plus lâche, de plus en plus corrompue, nous jure son courage, sa détermination.

« Pourquoi m'as tu abandonné ? » La question renferme tout le désespoir du monde. Nous qui n'attendons rien de l'Au-delà ne pouvons souscrire à ce fatalisme. Certes, il y a aujourd'hui une fuite, une fissure, un abandon dans cette France qui, voici deux cents ans, créait les droits de l'homme. Combien sont-ils, les républicains qui aujourd'hui esquivent les questions, occultent les réalités trop violentes, fuient leurs responsabilités ? Combien sont-ils qui demain composeront avec l'ennemi devenu trop gros, combien jetteront leurs principes aux orties, et abandonneront définitivement toute dignité ? Sondages après sondages, élections après élections, les réponses se profilent...

Baromètre incertain et quelque peu bidon, qui ne donne pas la mesure de ceux qui n'abandonneront pas. De ceux qui, aujourd'hui, refusent de ne pas voir, qui refusent par avance la lamentable excuse : « Nous ne pouvions pas savoir ». Nous n'abandonnerons pas.

Pascal Choisy



Les haineux

Europe : l'« Acte inique »

RÉUNIS fin avril à Dublin, les douze chefs d'Etat ou de gouvernement ont tenté de réactiver le mythe enchanteur de l'Europe de 1993. A l'approche de l'échéance finale, en effet, l'aura du « grand marché » tant magnifié par les dirigeants européens a singulièrement faibli auprès d'une partie grandissante des populations. Aussi s'empresse-t-on d'agiter aujourd'hui de nouveaux fétiches — l'union politique et monétaire — censés enrayer la spirale néo-libérale dans laquelle la Communauté s'est engouffrée. Mais la manipulation des symboles orchestrée à Dublin ne saurait faire oublier la réalité des processus en jeu. La CEE continue de faire route vers un horizon sinistrement thachérien.

Des démissions répétées

La construction médiatique du dernier sommet européen a une fois encore mis en scène le « bon esprit »

communautaire franco-allemand en prise avec la mauvaise volonté du premier ministre anglais. Cette représentation aujourd'hui parfaitement routinisée des luttes et des enjeux européens permet au personnel politique et aux socialistes français notamment de se dédouaner des démissions répétées des institutions européennes face aux exigences des firmes capitalistes et des politiciens libéraux. Car Thatcher a cédé sur les symboles mais n'a strictement rien lâché sur les dossiers fondamentaux. Ainsi la libération totale des mouvements de capitaux, avancée au 1^{er} janvier 1990, a été obtenue sans qu'aucune harmonisation des fiscalités au plan européen n'ait été obtenue. En conséquence, cette liberté totale des mouvements de l'épargne creuse encore les inégalités en accélérant le mouvement de défiscalisation des revenus du capital en Europe.

Dans le domaine social, également, les reculs sont immenses. Mitterrand qui a cru pouvoir faire oublier sa politique néo-libérale en France en célébrant l'Eldorado européen à venir

affirmait : « L'Europe sera sociale ou ne sera pas ». Mais aujourd'hui nous sommes bien loin du compte. La charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs, adoptée à Strasbourg, n'a aucune valeur contraignante. En clair, la dynamique de mise en compétition des espaces sociaux nationaux qu'encourage l'Acte unique européen risque fort de provoquer une harmonisation sociale par le bas. Enfin, les secteurs clés de l'industrie et des services (télécommunications, transports aériens, automobiles) vont être jetés en pâture à la concurrence à outrance entre les firmes européennes, américaines et japonaises. Avec à la clé des licenciements en masse et la reconstitution de monopoles régnant sur des espaces socio-économiques totalement dévastés. Non, décidément, l'Europe en marche n'est pas celle des citoyens et des travailleurs mais bien celle des banquiers, des affairistes et des firmes multinationales !

(Suite p.4)

URSS Un anarcho-syndicaliste assassiné

Le 5 mai 1990, à Novotcherkassk, est décédé des suites de coups et blessures Piotr Petrovitch Siouda, âgé de 53 ans. Vétéran de la lutte ouvrière et membre de la KAS depuis sa création, notre camarade œuvrait pour que les coupables du massacre des ouvriers de Novotcherkassk, datant de 1962, soient jugés. Peu de jours avant sa mort, il avait révélé à la presse l'existence d'un document émanant du KGB, explicitant l'ordre de tirer sur la foule. Nous pensons voir là le motif de son assassinat.

Nous reviendrons en détail, dans un prochain numéro, sur ce crime odieux.

Secrétariat aux Relations
Internationales.

P.2
Spécial détention :
Daniel Köhl
témoigne, *Ras les
murs s'explique...*

P.3 et 4
Sur le front brûlant
des expulsions.

P.6
Le Printemps de
Pékin (suite et fin).

T 2137 - 785 - 10,00 F



F°P.2520

LETTRE OUVERTE

Ras les murs - Le Figaro : polémique autour de la prison

Il y a de cela quelques jours, sous la poussée de l'actualité carcérale, certains plunitifs se sont laissés aller, dans leurs torchons respectifs, montrant d'un doigt accusateur, notamment, l'émission *Ras les murs* de Radio-Libertaire.

Le Figaro nous fait les honneurs

Outre qu'il soit fort désagréable d'être mis en cause dans un article signé de deux initiales courageuses, il est à noter que c'est, une fois de plus, pour tenter de les compromettre, donc de les salir, que les anarchistes ont, de temps en temps, les « honneurs de la grande presse ». L'amalgame et le mensonge étant le pain quotidien de tous les scribouillards à la botte du pouvoir, il n'est pas étonnant de voir réapparaître la thèse d'une manipulation extérieure des révoltes de prisonniers. Pas étonnant, donc, qu'une si grossière baudruche, gonflée par les stratèges administratifs et syndicaux de la pénitentiaire, soit lancée si complaisamment par cette presse réactionnaire. Ce ne sont certes pas ses lecteurs qu'il faut convaincre de notre « innocence » dans cette affaire. Primo, ils ont les journaux qu'ils méritent. Secundo, c'est un principe pour nous, face à l'accusation, mieux vaut tout nier en bloc, après on discute !

Alors, justement, discutons... *Le Figaro* a titré « Prisons : une explosion téléguidée ». Le refrain est connu. Permettez aux anarchistes de ne pas le reprendre en cœur ! L'auteur-compositeur-interprète de cette vieille rengaine, la trilogie politico-syndicalo-médiatique semble en panne d'inspiration. Depuis le

temps qu'on la joue, sur tous les tons, à l'opinion, il faut une bonne dose d'optimisme borné pour croire que cette comptine va faire, encore, danser longtemps le populo... Il n'est d'ailleurs pas certain, que l'épouvantail gauchiste effraie suffisamment l'opinion publique, pour qu'elle détourne son regard d'un univers carcéral dont elle découvre, peu à peu, toute la réalité. On peut même s'attendre à ce qu'elle y regarde à deux fois, tant les prisons demeurent la poubelle de la France des droits de l'homme.

Les taules cachent, derrière l'injustice et la pourriture de leurs murs, toute la honte sociale et économique de cette France, fraîchement bicentenaire et franchement tortionnaire... Qui ne sait rien du monde carcéral, du non-droit qui y règne, de la mort lente qu'on y distille, ne sait rien du monde dans lequel il vit ! Plus personne ne peut l'ignorer aujourd'hui. Pourtant, si les révoltes brutales apparaissent au grand jour, beaucoup ne savent pas qu'avant d'en arriver là, les prisonniers ont tenté de se faire entendre dans le calme.

Rompres le silence

Partout, des plate formes de revendications s'écrivent et circulent, des formes d'organisation s'expérimentent. Les révoltes, si elles sont souvent spontanées, sont toujours prévisibles ! Et ne pas écouter la voix de ceux qui osent rompre le silence, la voix de ceux qui crient plus fort et plus haut que les murs, la voix des prisonniers, ou pire, tenter de faire taire cette voix, c'est prendre la responsabilité de la violence, la rendre inévitabile.

Cette responsabilité-là, mesdames et messieurs de la presse écrite et parlée,

quand on la cherche, on la trouve. Faut-il encore le vouloir ! Celle des gardes des Sceaux successifs, de gauche comme de droite, avocats, hommes d'affaires et magistrats, qui, à la dénonciation de l'enfer carcéral répondent par la construction de nouvelles prisons. Celle de l'Administration pénitentiaire qui, aux tentatives d'organisation et d'expression des prisonniers, répond par la répression de « meneurs ». Celle des syndicats de matons, Force ouvrière en tête, qui aux justes revendications des prisonniers répondent stratégie corporatiste de la tension et de l'affrontement. Où sont les coupables ? Où sont les victimes ?

Nous accusons

D'accusés, il nous faut devenir accusateurs. Que les prisons connaissent la révolte des hommes sortis du monde, hors de la vie, c'est dans l'ordre des choses. Nous accusons la Justice qui n'appartient pas à la vérité mais au pouvoir. Nous accusons la Loi, qui est le droit du plus fort. Nous accusons les palais de police de fabriquer des coupables à tout prix. Nous accusons ces palais d'injustice au service d'un ordre établi. Nous accusons la prison au nom de tout ceux qu'on y enferme, au nom de l'homme. Oui, la seule dignité en prison c'est la révolte.

L'équipe de *Ras les murs* et le Gr. Berneri de la FA

Rédaction-Libertaire (89.4)
Ras les murs
le mercredi de 20 h 30 à 22 h 30.

Les mutineries de Loos et de Douai

Le samedi 28 avril à Loos-lez-Lille, plusieurs centaines de détenus ont refusé de remonter de la « promenade ». Une cinquantaine d'entre eux, tous prévenus, sont montés sur les toits et ont scandé : « non à la justice à deux vitesses »... alors que les uns commençaient à démonter le toit, les autres toujours dans la cour subissaient l'agression violente des forces de l'ordre » (60 policiers, 30 gendarmes, 90 CRS, le GIPN, etc... pour le dialogue), arrivées rapidement. Pour le procureur, le préfet et le ministre, la seule réponse face à la contestation interne contre le surpeuplement carcéral, contre les lenteurs de la justice, contre le mitard a été la répression.

Les « accords conclus » le dimanche matin ont-ils été respectés ? Les mutins seraient-ils redescendus si facilement des toits en sachant qu'ils allaient être transférés et que des poursuites judiciaires allaient être engagées contre eux ?

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

TEMOIGNAGE

Un détenu brise le silence

Je me nomme Daniel Kœhl. J'ai 33 ans. Je fais partie des « éliminés », des condamnés à la mort lente que sont ceux qui purgent des peines à perpétuité. J'entame ma treizième année de détention et j'ai donc subi : la politique sécuritaire de Peyrefitte en ses oeuvres (QHS, QSR, QPGS...) (1), l'abolition de celles-ci, quartiers du « non-droit » dans le « non-droit », à la fin de 1981 et la remise en place par M. Chalandon du « tout-sécuritaire » en ses oeuvres inspirées de son frère fasciste Peyrefitte (Quartiers d'isolement, Quartiers spéciaux, mitard intempêtif...).

Cet état de fait contribue avec d'autres à expliquer la révolte des 400 détenus dans la centrale de sécurité de Saint-Maur, centrale sécuritaire où sont rassemblés plus de cent condamnés à perpétuité, les « longues peines » (vingt, vingt-cinq, trente ans).

J'y suis arrivé au début 1982, lors d'un transfert de Fresnes pour lequel on avait regroupé ceux qui sortaient des QSR, QHS et QPGS. Beaucoup des détenus de Saint-Maur y avaient passé des mois pour certains, des années pour d'autres. Nous sommes arrivés dans un mouiroir. Après les Quartiers, je découvrais la longueur des peines : plus tu avances dans ta peine, et plus l'échéance d'un quelconque espoir de sortie et d'avenir recule.

La longueur des peines était la solution miracle qu'avaient trouvés quelques politico-criminolo-démagogues face à l'échec de leur politique en matière de prisons, face au baromètre électoral d'une opinion publique sous-informée, mal informée, intoxiquée, manipulée à des fins politiques pour l'élaboration de telle loi ou de tel projet sécuritaire. On abolit d'un côté, on allonge les peines de l'autre, une peine de mort déguisée. Nous sommes passés en France, pays des « droits de l'Homme », à une moyenne de peine effectivement purgée pour une condamnation à perpétuité équivalente à une vingtaine d'années, soit une génération ! Et ça continue de grimper au « Top 50 » !

Comment peut-on parler de politique d'insertion sociale des détenus lorsque, pendant vingt ans, un homme va être infantilisé, humilié, détruit psychologiquement, coupé de ses liens familiaux, castré, exploité, dépossédé de sa personnalité, de son identité, de son caractère que l'on va user, de sa dignité qui sera bafouée. Et après cela, s'il est encore entier, en bonne santé physique, on le lâche avec une laisse, prêt à le sanctionner, le réprimer, l'éliminer totalement s'il ne s'insère pas.

Alors, ô comble, s'il se révolte face à sa peine, s'il n'accepte pas, s'il revendique,

s'il tente de s'évader, s'il veut crier fort sa rage de ne pas vouloir devenir un « mort-vivant », s'il veut coûte que coûte, au prix même de sa vie, conserver sa dignité, son identité... c'est alors la destruction par la longueur de la peine, la répression assassine, les QHS, les QSR... dans lesquels j'ai pour ma part, passé quatre années... C'est encore les mitards, les quartiers d'isolement, les tabassages, l'arbitraire, les droits essentiels bafoués par le tout-pouvoir de l'administration...

L'échec d'une politique sécuritaire qui n'a fait que renforcer le sentiment d'injustice, de révolte est patent... Car, avant de vouloir réinsérer les gens, il aurait fallu qu'au début de l'histoire, eux-ci soient « insérés » dans la société.

Or, avant la prison, que ce soit par l'éducation parentale, l'école, le monde du travail, l'environnement... je n'étais pas « inséré ». Et pour cela « Miss Société » a ses pourrissoirs que sont les prisons. C'est le remède miracle. On élimine pour cinq, dix, vingt ans... trente maintenant.

En France, cinquante-trois mille détenus : un record européen.

L'Administration pénitentiaire : un Etat dans l'Etat. Et bien évidemment les droits des détenus qui ne sont pas respectés.

Comment peut-on prétendre expliquer ce qu'est le droit quand celui-ci n'existe pas dans les prisons ? Il faudrait déjà que le droit rentre dans ces murs ! C'est loin d'être le cas. Il faudrait que l'on applique les lois sur les libérations conditionnelles, la commutation à date d'échec, les permissions de sortie et ce sans tenir compte de mon caractère, de ma personnalité, de ma race, de ma religion ou de ma gueule, qu'elle plaise ou non. Que l'on ne m'inflige pas des peines supplémentaires sur ces critères par des mises à l'isolement, au mitard, dans les quartiers spéciaux de sécurité.

Il faudrait aussi qu'à ma sortie, si je ne crève pas en route, je puisse avoir tous mes droits de citoyen, c'est à dire que malgré toutes mes années d'exclusion, j'ai réellement ma chance.

Aujourd'hui, c'est comme si on m'autorisait à participer à une épreuve d'athlétisme avec une jambe en moins ! Pour ma part, je veux mes deux jambes, merci ! Et encore avec toutes mes années d'exclusion, je n'aurai tout de même pas de chaussures. Mais, bon, je gagnerai tout de même !

Daniel Kœhl

(1) Quartiers de Haute Sécurité, Quartier de Sécurité Renforcée.

Garder le secret reste le devoir des officiers qui dès le samedi soir empêchaient les familles, les militants de s'approcher de la maison d'arrêt. Les comités de soutien aux prisonniers se sont faits bousculés et leurs banderoles confisquées.

La contestation reste interdite à l'extérieur comme à l'intérieur de cette prison de 500 places où 1100 individus cohabitent.

A Douai, les dimanche 29 et lundi 30 avril, deux mouvements de contestation ont, là aussi, entraîné des mutins à occuper le toit de cette autre maison d'arrêt. Les revendications dites « raisonnables » par la presse régionale sont sans commune mesure avec les sanc-

Bernard (Gr. Humeurs noires de Lille)

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

EXPULSIONS

Les résistants du 20^e

Nous sommes en l'an 1990, Paris est envahi par les entreprises immobilières qui rasent toutes les vieilles maisons et bétonnent le moindre centimètre carré. Les petits conducteurs Chiracocescu et Mitterrascu veulent en effet transformer le vieux Paris populaire en une ville moderne, bourgeoise et aseptisée. Pour ce faire, ils ne craignent pas d'organiser plus ou moins discrètement des déportations massives d'ouvriers et de petits salariés en grande banlieue en grande banlieue, parfois à plus de deux heures de trajet de leur lieu de travail, ou de les jeter purement et simplement à la rue.

Face aux promoteurs

Nous disions donc que Paris est aux mains des promoteurs. Tout Paris ? Non ! Car un petit quartier résiste encore et toujours à l'invasion, autour de la place de la Réunion, dans le 20^e. Le secret ? Pas de potion magique mais la simple détermination des gens du quartier à ne pas se laisser déplacer comme des pions. Des associations se sont constituées pour la défense du quartier, IDEE-Réunion par exemple, de nombreux logements abandonnés par leurs propriétaires sont occupés et rénovés. En 1986 notamment, après les incendies suspects qui avaient ravagé les appartements de plusieurs familles immigrées, et alors que les pouvoirs publics restaient inertes, un immeuble au 67, rue des Vignoles fut occupé. Les familles créèrent un comité des mal-logés qui rapidement prit de l'ampleur. Récemment, d'autres familles adhérant à ce comité ont investi un HLM neuf situé au 92, rue de la Fontaine-au-Roi, dans le 11^e. Le Comité des mal-logés vient d'ouvrir, par ailleurs, une permanence dans le 18^e, rue Laghouat.

Le 2 mai dernier, à 6 heures du matin, les CRS investissent les deux squats des 20^e et 11^e arrondissements, et mettent 47 familles, dont 150 enfants dehors, sans même laisser à ceux-ci le temps de prendre leur cartable.

Un tel acte ne pouvait rester sans réponse. A 18 heures, les familles expulsées, d'abord éparpillées dans différents hôtels, se retrouvent sur la place de la Réunion, tout près de la rue des Vignoles, dans un square entouré de barreaux. L'occupation est décidée. Des matelas sont amenés par les Compagnons d'Emmaüs et après deux jours d'escarmouches avec les CRS et les gardes mobiles, des tentes peuvent être installées. Les flics rentrés dans leurs casernes, l'ordre peut se rétablir dans le square occupé. Le Comité des mal-logés et les associations et organisations présentes créent un collectif d'occupation et éta-

blissent une charte de revendication demandant le relogement immédiat et définitif de tous les expulsés, dans un lieu proche de leur travail ou de leur ancienne habitation, à un prix accessible. Pour éviter toute récupération politique il est bien stipulé que c'est le comité qui reste l'interlocuteur principal des pouvoirs publics. Le travail est réparti entre diverses commissions : la commission information qui tient un stand au milieu du square, la commission presse qui « squatte » le téléphone de La Mouette Rieuse, un café associatif de la place de la Réunion, une commission de sécurité qui veille au respect de l'intimité des familles, une commission alimentation qui prépare les repas à La Mouette et les distribue sur le terrain... Des jeunes conduisent les enfants à l'école, leur propose des activités (piscine, peinture, etc.), un camion de « Médecins du Monde » assure un soutien médical, pendant que des habitants du quartier ouvrent leurs salles de bain aux campeurs.

Provocation et manif

Chaque jour, le collectif se réunit en assemblée générale au local de la CNT, au 33, rue des Vignoles. Y sont débattus tous les sujets, de l'hygiène à l'organisation des négociations avec les pouvoirs publics. Dans le square, les grilles sont fermées après 22 heures afin de laisser les travailleurs et les enfants dormir en paix. Seuls restent les expulsés et ceux qui veillent à la sécurité. L'entrée de l'alcool est sérieusement contrôlée. Tous les occupants font montre d'un profond sang-froid, d'un sens certain de l'organisation et d'une grande dignité, et ne manquent pas de s'attirer la sympathie des gens du quartier.

Le lundi 7 mai, une délégation des familles est reçue par le sous-préfet qui déclare que la situation est dramatique pour tous le monde et qui promet d'étudier des solutions. Suite notamment au communiqué de l'abbé Pierre demandant la réquisition des logements vides, il promet de commander une étude à ses services juridiques et de transmettre les dossiers au préfet de région. Les pouvoirs publics donnent nettement l'impression d'avoir le nez dans leur caca. Pour s'en sortir, ils ne trouvent rien de mieux que de chercher à casser l'image respectable des mal-logés, en envoyant les CRS à l'assaut d'un squat voisin, au 13 de la rue Ligner (voir article page 4). Sans doute espèrent-ils provoquer une nuit d'émeute à la veille de la manifestation prévue pour le lendemain jeudi 10 mai. Mais les ficelles sont trop grosses, et les CRS n'oseront pas poursuivre les squatters et les personnes venues les soutenir jusqu'au square. La gente casquée et

botée partie, l'ordre et le calme reviennent sur la place et on compte les blessés. Une plainte est déposée contre ces violences policières.

Le jeudi 10 mai, neuvième anniversaire de l'accession au trône de François II, une manifestation se rassemble sur la place Gambetta, face à la mairie du 20^e arrondissement et part en direction de la préfecture, où une délégation doit être reçue par le préfet de région. Quatre à cinq mille personnes (2 000, selon la presse qui s'est ostensiblement alignée sur les chiffres des RG) défilent derrière les banderoles du Comité des mal-logés, d'associations du quartier, du PCF, de la CGT, de la CFDT, de la LCR, de la CNT, de la Fédération anarchiste, l'Union des anarchistes... sont aussi de la manif. Une délégation de SOS-Racisme rejoindra le cortège en cours de route. Le PS, lui, a plutôt intérêt à se faire discret. Parmi les personnalités on reconnaît Alain Krivine et David Assouline dans le cortège de la LCR, et en queue de manif, au côté des libertaires, l'écrivain Didier Deaninckx. L'ambiance est tendue, de nombreux jeunes en cagoules et munis de bâtons et de barres de fer semblent prêts à en découdre avec les gardes mobiles, sur le pied de guerre, qui encadrent la manifestation et cernent la préfecture. Place de la Bastille, un salopard force le SO de fin de cortège avec un 4X4 marron et renverse un manifestant. Heureusement il y aura plus de peur que de mal. Une voiture de police qui risque une semblable tentative voit son passager avant droit atteint d'une mémorable « mandale ». Voilà ce qui peut arriver lorsque l'on roule les vitres ouvertes. Arrivé à la préfecture le Comité des mal-logés est reçu en délégation, après le franchissement des lignes des gardiens de l'ordre républicain. Au bout d'une demi-heure, elle ressort dépitée. Le préfet dit non au relogement global de tous les expulsés mais veut bien, par « mesure humanitaire » étudier quelques dossiers. On reconnaît bien là la traditionnelle tactique de tous les pouvoirs : diviser pour mieux régner. Cependant, grâce à l'organisation exemplaire de la manifestation, le défilé repart vers la place de la Réunion sans qu'il y ait eu le moindre accrochage devant la préfecture avec les flics. Vendredi midi, lors de l'assemblée générale, d'autres actions ont été décidées, nous en reparlerons le moment venu. Un représentant du PS, venu discuter avec les occupants, repartira le veston maculé de yaourt.

Les mal-logés sont prêts à poursuivre la lutte pour obtenir le droit à un logement décent pour tous.

Pascal (Radio-Libertaire)

Qui sont les voleurs ?

Selon Jean Tibéri, adjoint au maire de Paris et président de l'Office des HLM, il s'agit en expulsant les familles du 67, rue des Vignoles (20^e) et du 92, rue de la Fontaine-au-Roi (11^e), d'enrayer le développement des occupations collectives de logements vides. La mairie et les HLM ne veulent négocier qu'au cas par cas avec les mal-logés. Toujours selon Tibéri, ces familles volent le logement de personnes prioritaires depuis parfois plus de dix ans. C'est que pour les édiles il y a les prioritaires aisés et encartés au RPR — ceux-là trouveront sans mal un logement dans les arrondissements qui conviendront le mieux à la stratégie électorale du parti de Chirac — et il y a les prioritaires pauvres, immigrés pour la plupart et donc ne pouvant pas voter, autant dire les prioritaires... secondaires !

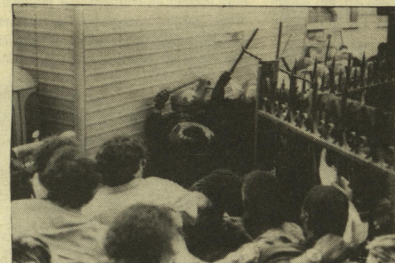
Mais qui sont les voleurs ? Ceux qui ne demandent qu'un toit pour vivre ou ceux qui possèdent des dizaines de logements vides qu'ils laissent pourrir afin de refaire du neuf qu'ils pourront louer à prix d'or ? Ceux qui en travaillant de leurs mains ou de leur tête contribuent réellement à l'enrichissement de la société, ou ceux qui s'enrichissent honnêtement sur le dos de leurs locataires ?

Le logement, tout comme le pain quotidien et l'air que nous respirons fait partie des droits fondamentaux de l'individu... En cette année de l'enfance, Mitterrand, Chirac et consort ont montré clairement que leur démocratie et leurs droits de l'homme ne sont que poudre aux yeux et qu'ils s'arrêtent là où commence les intérêts de la bourgeoisie.

Cependant, que les aristocrates de la politique et du béton prennent garde : à force d'écœurement du fait des scandales politiques, de frustration dans leurs droits les plus élémentaires et de provocations policières, quelques expulsions de plus pourraient réellement mettre le feu aux poudres. Déjà, il commence à flotter dans l'air de Paris comme une odeur de fin d'ancien régime...

Pascal

EXPULSION RÉALISÉE DÉFENSE DE PÉNÉTRER SOUS PEINE DE POURSUITES PÉNALES



Place de la Réunion, le 3 mai, charge des mobiles. Ph. Comité des mal-logés.

Allez oust !

Le vendredi 11 mai, une nouvelle expulsion a eu lieu au 155 rue de Flandre (19^e). Il s'agit d'un hôtel meublé, au milieu d'un chantier de démolition, et dans lequel vivaient encore six familles dont un couple avec trois jeunes enfants. Depuis trois ans, la mairie leur promettait qu'ils seraient relogés avant d'être expulsés. Dans la matinée de vendredi, alors que tous les habitants sont au travail et qu'il ne reste qu'une femme dans l'immeuble, un huissier débarque avec des ouvriers d'une entreprise de déménagement, qui enfoncent les portes, mettent la femme dehors, déménagent les meubles, murent les portes et démolissent les escaliers.

Aussitôt des gens du quartier se mobilisent et s'allongent sur le sol pour empêcher le camion de déménagement de repartir. Celui-ci restera d'ailleurs la nuit sur place, deux pneus crevés. Quant aux habitants de l'immeuble, ils auront la mauvaise surprise, en reve-

nant de leur journée de travail, de devoir escalader les gravats pour retrouver leurs passeports, chèquiers ou bijoux à même le sol. Une délégation des habitants du quartier et de l'immeuble s'est rendue vers 17 heures à la mairie, pour demander un relogement immédiat. Jacques Féron, maire CNI du XIX^e arrondissement, a balayé ce qui lui reste de conscience d'un revers de la main, en disant que ce n'était pas son problème... Deux élus PS (dont le député Cambadellis), qui sont venus aux renseignements, se sont vus bousculer par certains squatters, expulsés le 9 mai de la rue Ligner, qui rue de Flandre étaient venus manifester leur solidarité.

A l'heure où nous bouclons ce journal, les habitants ont allumé un feu avec des poutres dans le chantier, et s'apprentent à passer la nuit dehors.

Pascal (Radio-Libertaire)

Réhabilitation sauvage

Ly a quelques années dans le 19^e arrondissement c'était quasiment du gâteau pour la Ville de Paris que ce soit rue de Crimée ou rue de Flandre. Marginalité, drogue, manifestation de commerçants, tout avait été mis en branle pour que l'opinion publique percevoit les « habitants illégaux » du 19^e comme de dangereux criminels dont il fallait se débarrasser le plus vite possible. On pourrait aussi débattre des divergences de finalité chez les squatters, mais du passé faisons table rase... Aujourd'hui plus que jamais gagner le SMIC, être immigré et vouloir vivre à Paris tient de l'impossible !

Les derniers événements montrent que la Ville de Paris veut rénover et vite pour que la capitale devienne un centre financier entouré de « villages retrouvés » pour des salaires élevés. Il n'y a pas que les immigrés qui sont indésirables, les vieilles gens, les ouvriers et les salaires moyens vont bientôt se sentir étrangers à leur propre quartier. Que faire d'autre quand à la place de la boucherie chevaline il y a un antiquaire et que les restaurants branchés imposent leurs prix ?

Les locataires (légaux eux !) du 51 de la rue Petit, dans le 19^e faisait sûrement tache d'encre dans le quartier. Quand ils ont occupé le parvis de la mairie face aux

Buttes Chaumont ils ont fait aussi désordre dans le décor, surtout à la veille des cérémonies du 8 mai. Alors dans la soirée du samedi un compromis a été trouvé et les familles relogées en banlieue (une autre version indique que les femmes et les enfants seront hébergées dans un foyer et les hommes à l'hôtel).

Issue acceptable ? oui si l'on considère que des familles étaient avant tout d'avoir un toit ici ou là. Non si on considère que tous les foyers de travailleurs immigrés et toutes les « maisons insalubres » du 19^e sont en liste d'attente pour leur expulsion et que tout sera réglé au cas par cas. Sans parler du manque de contacts tant dans l'arrondissement qu'en dehors.

Alexis Pierre

SQUATTERS

Les dogues sont lâchés

DÉPUIS le 2 mai, date des premières expulsions de squatters, il ne se passe pas une journée sans que la police soit à la base d'incidents. Ce fut encore le cas le mercredi 9 mai aux abords de la rue de Bagnole (20^e). Minute après minute, voici le film des événements.

Le siège de la rue Ligner

A 18 h, alors qu'une conférence de presse, animée par le Comité des mal-logés, débute au local de la CNT, situé rue des Vignoles, on apprend qu'une intervention policière se déroule à 200 mètres, aux 13 et 13 bis de la rue Ligner. Les quelques journalistes présents se transportent alors sur les lieux. Là, une quarantaine de manifestants font le siège d'une maison où se sont retranchés des policiers en civils, protégés par une dizaine d'agents de police-securus. De la demeure s'échappent des bruits caractéristiques de lutte. En effet, outre les flics, un squatter se trouve séquestré, menotté, tabassé, puis peu après baillonné, et ses biens mis à sac. Quelques heures plus tôt, celui-ci avait reçu une convocation l'invitant à passer au commissariat d'arrondissement. Là, il fut alors interpellé sous le fallacieux prétexte de violation de domicile et de destruction de biens immobiliers. Ces deux motifs d'interpellation sont caducs dans la mesure où passé un délai de 48 h la violation de domicile n'est pas reconnue par la loi, hors le squat était ouvert depuis six mois dans une maison vide depuis dix ans. L'autre motif relève d'une interprétation scabreusement obtue de la Loi. Osez faire propre et vous voilà considéré comme un casseur pour avoir remplacé un matériel vétuste par de nouveaux éléments. C'est un comble !

Rapportant au squat, la police procéda à une perquisition illégale, car se faisant sans commission rogatoire (celle-ci n'arrivera qu'une vingtaine de minutes avant

l'intervention des CRS). Un riverain vint avertir les mal-logés de la place de la Réunion de cet incident. C'est donc sur le râble de cow-boys en civil, occupés à mettre à sac le squat, que les mal-logés tombèrent à l'improviste.

La foule en est à hurler d'indignation devant le 13 de la rue Ligner lorsque vers 18 h 30 soixante à quatre-vingts CRS, harnachés pour le combat, débarquent dans le cadre de l'intervention Sierra-Roméo-Charly et bloquent les deux seules issues de la rue. Devant le 13, le piège s'est refermé. Rue de Bagnole, la foule se rassemble et invective les CRS aux cris de « Securitate ». Devant l'ampleur de la réaction le commissaire d'arrondissement, visiblement paniqué, décide à 19 h de faire donner la troupe. Alors qu'un élu écologiste tente d'entamer le dialogue avec un premier cordon de CRS, le second cordon, opérant un mouvement tournant, abandonne sa position à l'une des extrémités de la rue pour venir renforcer le premier. Le bris d'une vitre, au rez de chaussée du 13, entrepris en vue de communiquer avec le squatter séquestré donne l'occasion de la charge. Sur les quarante manifestants présents une vingtaine reçoivent des coups de matraques et de crosses de fusils. Des personnes sont jetées à terre et frappées, parmi elles Jean-Marie Ederer, responsable du centre Emmaüs de Neuilly-Plaisance et bras droit de l'abbé Pierre, François Breteau, élu Vert du 12^e arrondissement, et Georges Bossy, squatter septuagénaire et manchot de surcroît, à la rue depuis une semaine. La veille encore, ce digne vieillard, en discussion, sur la place de la Réunion, avec le « pape » des écolos-pacifistes du quartier Latin, le fameux Mouna, voulait croire au règlement pacifique du conflit. La charge policière permettant de libérer l'entrée du 13, les cow-boys sortent en traînant leur malheureux otage, la tête ensanglantée et visiblement assommé. Rue de Bagnole, ils le mettent non sans mal dans un véhicule banalisé de

couleur bleu azur. Des manifestants, restés en renfort dans la rue de Bagnole, tentent alors de prendre d'assaut le véhicule. Les coups de pieds pleuvent contre la carrosserie, la voiture tangué. Les CRS ayant terminé avec les manifestants de la rue



Ligner déboulent la matraque à la main. Une indescriptible cohue s'ensuit, la foule se lance dans une course effrénée. En une minute la rue est nettoyée des manifestants et de la centaine de badauds qui suivaient les événements et la voiture emportant le squatter est délogée. Dans un hurlement de sirène, couvrant la clameur de la foule indignée, nos bien peu sympathiques Starsky et Hutch se défilent. Poursuivant leur course les CRS se précipitent en direction de la place de la Réunion, prêts à continuer l'œuvre de désolation commencée. La découverte sur leur passage d'une voiture de police-securus complètement démolie les y incite fortement. Eux, qui déjà lundi après-midi, alors qu'ils tentaient vainement d'embarquer un artiste-peintre badigeonnant une façade du squat

de la rue des Vignoles, rêvaient d'en découvrir une bonne fois pour toutes semblant prêts à l'assaut. Un ordre brisé pourtant leur élan. Sous les quolibets, la soldatesque se retire. S'en est fini de la provocation pour ce soir. A La Mouette riieuse, un café alternatif situé sur la place de la Réunion, on s'emploie à panser les plaies et les bosses avec le concours de Médecins du Monde. Jean-Marie Ederer, le plus atteint, est allé chez un toubib du quartier. Georges Bossy exhibe son unique main meurtrie et double de volume. François Breteau se tient les côtes. D'autres ont les joues enflées, des mains bandées, des cuirs chevelus fendus. Des jeunes filles se mettent à pleurer. Devant ce spectacle poignant, un sympathisant PS confie ses doutes et sa peine, d'autant plus qu'il se sent lui aussi concerné par les problèmes de logement. La gauche, ce soir, vient encore de faire des orphelins.

Provocation policière et mobilisation

Au cœur de la place, sur le square qui tient lieu de terrain de camping aux expulsés de la rue des Vignoles, les gens sont conviés à écouter le déroulement du film des événements. On la rassure sur l'état des blessés, puis on lui communique les noms d'une vingtaine de personnalités qui ont apporté leur soutien aux mal-logés. On découvre entre autres les noms d'Albert Jacquard (scientifique), Alain Krivine (LCR), Denis Langlois (avocat), Harlem Désir (SOS-racisme), venu la veille prendre la température des lieux sous les regards méfiants de squatters qui n'apprécient guère son déplacement tardif, Henri Krasucki (CGT) Didier Deaninckx (écrivain), Mouna, etc. Cinquante-cinq organisations sont par ailleurs citées comme ayant appelé à manifester le jeudi 10 mai contre ces expulsions. La Fédération anar-

chiste est bien sûr partie prenante. A ce titre deux camarades se sont investis au sein de deux commissions du Comité des mal-logés ; le permanent de Radio-Libertaire est à la commission presse et un membre du groupe François-Rabelais est à la commission sécurité (A propos de sécurité, la FA se verra confier la responsabilité du SO de fin de cortège lors de la manifestation du jeudi 10 mai).

Au-delà des incidents presque quotidiens, alimentés par une police mise à rude épreuve, il ne fait aucun doute pour le Comité des mal-logés que l'on cherche aux yeux de l'opinion à criminaliser les squatters. A la veille du 10 mai il est évident que l'on a cherché à causer l'incident majeur qui aurait permis de boucler le Comité des mal-logés, d'évacuer la place et par la même occasion de voir la manif du lendemain annulée. On ne sait pas qui de la Ville de Paris, de la préfecture ou du gouvernement s'amuse à mettre de l'huile sur le feu, mais il est manifeste que si les autorités doivent procéder ainsi à chaque expulsion la « corrida » n'est pas prête de se terminer. D'après nos sources, sur les 187 squats recensés, 166 seraient concernés par les expulsions. Faudra-t-il un mort, comme en décembre 1986, pour que l'on envisage chez nos adversaires de trouver des solutions satisfaisantes ? Il serait quand même trop bête d'obtenir un caveau lorsqu'on ne réclame qu'un appartement. Mais cela, allez le faire comprendre à nos politiciens, trop habitués aux lambris des salons des ministères et de l'Hôtel de Ville pour s'émouvoir de la détresse de leurs concitoyens.

Claude Nepper
(Gr. François-Rabelais)

jeudi 17 mai
— Manifestation à 14 h de la place de la Réunion à l'Hôtel de Ville de Paris.
— Rassemblement à 18 h devant la mairie du 20^e, place Gambetta.

Europe : l'« Acte inique »

(suite de la une)

Sous la pression des multinationales

Ainsi, la CEE tend à devenir une vaste zone de libre-échange sous l'impulsion de la compétition féroce que se livrent les entreprises géantes de la planète. Et cette guerre des monstres capitalistes place aujourd'hui la hauteur des ressources en financement des conglomérats et la valeur de la demande anticipée par les firmes à un tel niveau que les « Etats-nations », tels qu'ils s'étaient constitués aux XIX^e et XX^e siècles, apparaissent comme autant d'entraves à l'accumulation du capital. La construction de l'Europe s'inscrit donc dans cette dynamique de concentration des entreprises à coup d'OPA ou de fusion, de recherche frénétique d'économies d'échelle et de marchés géants, de financements massifs captés sur des marchés financiers hypertrophiés. Depuis 1985, les représentants des transnationales avec les techno-structures européennes. Leurs objectifs sont clairs : transformer l'Europe en une immense zone franche déréglémentée, défiscalisée et désyndicalisée.

Et les mutations en cours à l'Est pourraient bien précipiter encore la dérive

européenne. Certains se plaisent déjà à rêver d'un grand marché étendu aux pays de l'AELE (pays occidentaux extérieurs à la CEE) et aux pays de l'Est. D'ailleurs si les firmes capitalistes n'ont pas attendu la perestroïka pour prendre pied à l'Est, les délocalisations de capital vers les anciens pays communistes s'intensifient aujourd'hui : « L'entreprise Allianz avale les assurances est-allemandes. Siemens se marie avec Robotron. Le groupe de presse Springer s'installe en Hongrie. Daimler-Benz part fabriquer des poids lourds en Roumanie... (Libération du 27 avril 1990). En outre le FMI pousse ces pays dans la voie du libéralisme le plus sauvage en monnayant ses aides contre des réformes imposant la soumission à la logique du marché capitaliste. Cyniquement, Michel Camdessus, directeur général du FMI, invite les pays de l'Est à appliquer chez eux les prescriptions monétaristes qui ont déjà accru l'appauvrissement des pays du sud : « Nous, FMI, devons aider les pays qui se seront engagés dans la voie des réformes préconisées. Nous venons de la faire pour la Pologne, avec un prêt de 700 millions de dollars, ou encore pour la Yougoslavie. A la Bulgarie et à la Tchécoslovaquie, tout aussi demandeurs d'aides, de faire maintenant leurs preuves ». (2) En d'autres termes soit les

économies sinistrées de l'Est optent pour le chômage de masse et la vie chère, soit elles devront se passer de l'« aide » occidentale.

Résister à l'« acte inique »

Les appels incantatoires à l'unification monétaire lancés à Dublin ne doivent pas détourner notre attention des enjeux réels du moment. Car l'adoption de la monnaie unique ne résoudrait rien en elle-même. Et les questions fondamentales demeurent encore latentes : qui contrôlera Eurofed, la banque centrale européenne ? Quelle quantité de monnaie sera émise et en fonction de quels besoins ? Ceux de l'Allemagne soucieuse de juguler son inflation ? Ou ceux des pays du sud (Portugal, Espagne, Grèce) qui à l'inverse de la RFA espèrent une création monétaire plus généreuse afin d'accélérer leur croissance ? Mais qui peut aujourd'hui imposer au capitalisme allemand — créancier de toute l'Europe — d'abandonner purement et simplement ses prérogatives sur le mark ? Ce mot d'un banquier allemand illustre assez clairement l'état des rapports de forces intercommunautaires : « Nous sommes prêts à accepter une monnaie unique européenne, nous sommes même d'accord pour qu'elle s'appelle le franc,

pourvu qu'elle soit gérée à Francfort et par la Bundesbank... » (3)

Disons le encore : ce n'est pas la scène politique qui demain saura limiter les désastres sociaux que l'Acte inique encourage. Depuis 1985, le personnel politique quasi unanime et constamment cautionné l'escroquerie européenne. Et le gouvernement français tentera encore de brouiller les cartes en se mobilisant sur des batailles purement symboliques. Peu nous importe que le Parlement européen siège à Bruxelles ou à Strasbourg !

Au moment où l'illusion du « grand marché » se lézarde chaque jour un peu plus, il convient d'accentuer partout en Europe les mobilisations pour préserver coûte que coûte les acquis codifiés par les législations nationales en vigueur. Mais il y a également urgence à resserrer les liens qui se multiplient entre toutes les organisations ou collectifs anti-capitalistes (ou de résistance face au capitalisme) en Europe de l'Ouest comme de l'Est. Les travailleurs ne doivent plus avoir de frontières !

Philippe Boursier
(Gr. Emma-Goldman de Bordeaux)

(1) Claude Cheysson dans L'Humanité Dimanche de la semaine du 27 mars au 3 mai 1990.
(2) Michel Camdessus dans Politis du 3 au 9 mars 1990.
(3) Cité par Alternative Economique de janvier 1990.

EN BREF

PACIFISME

Le 18 mai, à 18 h 30, à l'invitation de Eurotour, de l'US-Peace Committee, le pacifiste américain Bill Boston et Philippe Danjoux, de la commission internationale du Mouvement des Objecteurs de Conscience (MOC), feront un exposé sur les milieux pacifistes aux USA et témoigneront de la réalité de la gauche en RFA. La réunion se déroulera à l'adresse suivante : Service civil international, 129, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris. Participation aux frais : 50 francs.

PUBLICATION

Les éditions Incontrôlées (ex-Zine of shit) viennent de sortir une brochure : Ici l'ombre où vous porrez retrouver plus de 200 adresses de groupes et mouvements anarchistes à travers le monde, plus d'une centaine d'adresses et présentation de « fanzines » et « graphzines » français, ainsi qu'une centaine d'adresses diverses (groupes, distributeurs et labels, radios, organisateurs de concerts). Prix 10 F + 3,80 francs de port. Editions Incontrôlées, BP 11, 44401 Rêzé cedex.

SANTE

Echo du CRC

LORS d'une conférence de presse tenue le 9 mai dans ses locaux (1), la Fédération CRC (Coordonner-Rassembler-Construire) a annoncé sa transformation en Fédération nationale CRC des syndicats Santé-Sociaux.

Le CRC se transforme

Si le SUD, dans les PTT, immédiatement après les suspensions-exclusions de la CFDT, avait pris une dimension nationale, les divers syndicats Santé-Sociaux, exclus de la CFDT en mars 1989, s'étaient d'abord regroupés en Fédération régionale d'Ile-de-France dans la mesure où la CFDT n'avait excommunié massivement qu'en région parisienne. A Lyon ou ailleurs, les purges n'avaient touché que des militants et non pas des syndicats entiers. La préservation de l'outil syndical, combatif tel qu'il anima les divers mouvements infirmiers, manip-radio, secrétaires médicales ou du secteur social, prévalut dans un premier temps face aux directions syndicales.

Sans autre moyen que les cotisations des adhérents, dessaisis de locaux, de salles de réunions dans les Bourses du travail, privés de droit syndical, les syndicats CRC se battent depuis plus d'un an pour faire reconnaître leur représentativité. Dans le secteur privé, le CRC a gagné tous les procès intentés contre sa représentativité. Dans le secteur public, le ministère a donné des directives reconnaissant le CRC mais sans que les syndicats CRC puissent récupérer tous les droits acquis avant la scission d'avec la CFDT. Certains directeurs se font tirer l'oreille : ainsi à l'Assistance publique de Paris (la moitié des salariés hospitaliers publics d'Ile-de-France), l'application des directives ministérielles est extrêmement restrictive par rapport à d'autres départements ou hôpitaux. Seules, les prochaines élections professionnelles (en avril 1991 pour la fonction publique hospitalière) permettront d'établir clairement la représentativité de cette nouvelle organisation syndicale alors qu'aujourd'hui c'est par soustraction des droits CFDT que sont accordés ou

non panneaux, locaux ou autorisations d'absence.

En se constituant en une fédération nationale, les syndicats de la région parisienne s'adressent par un appel national, à l'ensemble des salariés du secteur sanitaire et social. 90% des salariés ne sont pas syndiqués alors que les revendications sont nombreuses et appellent à l'urgence en ce qui concerne les conditions de travail, les effectifs dans les services, la formation professionnelle et les salaires. Or, ne sont-elles pas identiques à Paris, à Limoges ou à Marseille ? Et la crise syndicale, de ce syndicalisme institutionnel, rabougri, divisé, de « régulation sociale », ne s'approfondit-elle pas autant en Ile-de-France qu'en Languedoc-Roussillon ? Et la volonté de conduire l'action sans délégation bureaucratique ne se répand elle pas dans tous les secteurs ?

L'union fait la force

L'union fait la force, disent certains. Au CRC, les syndicats veulent s'unir à ceux qui, en province, ont frappé à la porte (2) et à tous ceux et celles qui, déçus ou non attirés par le syndicalisme actuel, cherchent à gagner sur leurs revendications dans un syndicalisme tourné vers la mobilisation.

Un autre aspect de la recomposition syndicale. Un projet ambitieux, dans cette phrase de décomposition-recomposition syndicale, mais ne manque-t-il pas l'affirmation d'un syndicalisme interprofessionnel ? Quelques actes posés comme soutien aux mal-logés ou aux initiatives pour l'annulation de la dette des pays du Tiers monde suffisent-ils à avancer vers un rassemblement interprofessionnel dans les revendications et dans les luttes ? Permettent-ils de trouver un autre chemin que la voie sans issue de la fédération unifiée de la santé et du social prônée par certains ? Sont-ils suffisants pour porter un projet de transformation sociale ?

Lucie J.

- (1) 9, rue du Charolais, 75012 Paris.
- (2) Déjà, quatre syndicats ont rejoint le CRC.

PREMIER MAI

Une station de métro rebaptisée à Paris

En mars 1871, en réaction à la bourgeoisie française prête à tout pour s'enrichir, le peuple de Paris entreprend de construire une société égalitaire, anticléricale, fraternelle et fédéraliste... Il est assassiné !

En mars 1921, en réaction à la nouvelle bourgeoisie rouge, prête à tout pour conserver le pouvoir, les ouvriers de Pétrograd et les marins de Kronstadt entreprennent de rendre aux soviets la révolution étranglée par les bolcheviks. Ils veulent une société libre, égalitaire, sociale et fédéraliste... Ils sont assassinés !

Trochu — Trotsky et Lénine — Thiers — Staline : même combat !

En mai 1990, au moment où le capitalisme d'Etat (la misère sociale, sans les libertés) rejoint le capitalisme privé

(la liberté d'être chômeur et l'exclusion sociale). Les marxistes et autogestionnaires ne jurent plus que par l'efficacité des profits. L'argent roi a remplacé l'égalité et la justice sociale.

Le groupe libertaire Commune de Paris veut exprimer, en débaptisant la station de métro Stalingrad, la volonté des opprimé(e)s, des exploité(e)s, des exclu(e)s ; de continuer la lutte des communards de Paris et de Kronstadt. S'il y a faillite des idéologies, ce n'est pas le cas de nos idéaux reposant sur la liberté de chacun, l'égalité pour tous (toutes), l'entraide et le fédéralisme autogestionnaire.

Gr. libertaire
Commune de Paris

(Voir ci-contre)

BILAN SYNDICAL

L'embellie



TOUT d'abord parlons de la Comatec. Après avoir perdu deux procès, le troisième aura été le bon. Malgré un patronat de choc, malgré la CGT et FO, la CNT a gagné le troisième procès de représentativité qui lui était intenté. Il est vrai qu'après un grève-éclair de trois jours, gagnée sur les chantiers Dauphine et Porte-Maillot par des adhérents de la CNT, il était difficile de nier l'existence de la section syndicale.

Ensuite, passons au 1^{er} Mai. pour la première fois depuis fort longtemps, la CNT appelait à manifester en solo. De Barbès à la Nation, derrière la banderole « pour un syndicalisme révolutionnaire et anti-autoritaire », la manifestation a été un succès inespéré. La convergence avec la manifestation du SCALP, le fait que simultanément se déroulait, avec un égal succès, le colloque sur les pays de l'Est de la FA, montre à l'évidence qu'un terrain est peu à peu reconquis, après avoir trop longtemps été négligé.

Mais malgré l'embellie, il faut se garder d'un optimisme exagéré. Les résultats obtenus et l'indéniable développement de

la CNT doivent être consolidés et amplifiés. Pour cela, sur le plan militant comme sur le plan financier, des efforts devront être consentis.

Dans les semaines et les mois à venir, il importe que la CNT fasse sentir sa présence dans la réalité sociale. Déjà, elle est intimement liée au mouvement contre les expulsions et manifeste, en actes, sa solidarité avec le Comité des mal-logés. Déjà, elle a commencé à briser le mur du silence médiatique : mardi 1^{er} mai, les informations régionales de FR3 ont diffusé un reportage sur l'anarcho-syndicalisme, la CNT et sa manifestation. Par ailleurs, des artistes de qualité, comme Serge Utgé-Royo et Marie-Josée Vilar prêtent leur concours à la fête du *Combat syndicaliste*, organisée par la CNT au TLP-Déjazet.

Aussi faut-il que tous, militants et sympathisants de notre syndicat et du mouvement libertaire, contribuent au succès de ce spectacle et donnent à la CNT les moyens d'en faire plus.

A. M.
(CNT Région parisienne)

UNIVERSITE

Elections à Tolbiac

Dans le *Monde libertaire* n° 782, nous pronostiquions les résultats des élections à l'université de Tolbiac (Paris I). Si les résultats se sont avérés justes pour les ATOS et les profs : progression du SNES-UP, de la CGT et du SGEN-CFDT. Les résultats chez les étudiants prouvent que le tiercé n'était pas pour nous.

En effet, l'UNEF-ID, en casaque rose-rouge socialo-trotskyste, a ramassé 46 sièges. La casaque rouge vif de l'UNEF-SE (à majorité stalinienne, mais avec une forte composante oppositionnelle) arrive seconde avec 11 sièges. La casaque rouge-rose bonbon de PSA (marxistes-rocardiens) arrive troisième avec 8 sièges. Suivent pêle-mêle le CELF (libéraux) avec 6 sièges, l'UNI (fascistes) avec 3 sièges et différentes corps qui totalisent 15 sièges.

Mais les grands gagnants de ces élections sont les 94% d'abstentionnistes (record battu). Les tracts de la CNT et des militants anarchistes de la faculté ont rencontré un écho assez favorable dans toutes les composantes de l'université.

Les élections passées, la lutte continue en vue d'apporter d'autres pratiques, un autre discours et d'autres solutions au milieu universitaire.

Sylvain Eischenfeld
(Gr. Flores-Magon)

AGRICULTURE

Les rencontres de Rambouillet des 3 et 4 mai

A Rambouillet, les 3 et 4 mai, deux à trois cents agriculteurs et quelques techniciens, économistes, assistants sociaux... sont venus faire connaître et reconnaître le droit des agriculteurs en difficultés à se défendre eux-même, soutenus par les associations « SOS paysans en difficultés » et la Confédération paysanne.

Le phénomène n'est pas nouveau, mais il acquiert actuellement une ampleur nationale avec le développement des échanges entre associations « SOS » de toutes les régions françaises et avec la prise en compte croissante de la question par le syndicalisme (essentiellement d'ailleurs à la Confédération paysanne).

Après une présentation générale le jeudi matin (on retiendra, en particulier, la dizaine d'interventions de paysans en difficultés), les congressistes se sont répartis dans cinq ateliers sur « les conséquences des difficultés sur la vie familiale », « les cautions », ..., puis en quatre carrefours sur « le droit à produire », « la transmission des exploitations », ..., carrefours qui devraient enrichir la réflexion syndicale.

La journée du dimanche s'annonçait plus tranquille, même si les débats menés ont apporté leur lot d'informations et d'analyse nécessaires à l'organisation des paysans en difficultés.

Nous reviendrons prochainement plus en détail sur ce colloque, mais pour l'heure (et c'est une des raisons de la difficulté pour beaucoup d'assister à ces journées), le printemps avance... et les cultures n'attendent pas.

Jean Sicard



La station de métro Stalingrad (18^e) rebaptisée, le 1^{er} Mai, Commune de Kronstadt.



Après le printemps du peuple, l'automne des patriarches

Pour le premier anniversaire du Printemps de Pékin Jean-Jacques Gandini a bien voulu nous retracer le film des événements et nous livrer son analyse de la situation actuelle en Chine. voici, dans ce numéro, la suite et fin de ce document.

Il s'agit de réaffirmer le règne de l'ordre et de la police socialistes alors que le Parti fait face à une résistance passive sans précédent de la population et de pans entiers du parti et de l'administration. On assiste alors à la mise en place d'un néo-maoïsme symbolisé par la resurgence de la figure mythique du soldat Lei Feng, héros du panthéon maoïste, dont le dévouement social-patriotique est donné en exemple. Premiers visés, les étudiants soumis à un endoctrinement idéologique intensif. L'université doit former des contingents de diplômés à la fois « rouges et experts », dans cet ordre, comme sous Mao. A Pékin, les étudiants de 1ère année doivent subir un entraînement militaire et les enseignements en sciences sociales sont supprimés car « inadaptes à l'éducation du socialisme ». 80% des nouveaux diplômés se verront assignés dans des zones rurales éloignées contre 30% en 1989. Ne seront désormais envoyés à l'étranger que des étudiants « politiquement intègres ».

Le renforcement de l'éducation idéologique

Le 22 août 1989, le pouvoir annonce la saisie de plus de 11 millions d'ouvrages « pornographiques » en un mois dans le cadre de la campagne de « rectification urgente » du marché de l'édition qui touche également les publications jugées subversives. La presse est mise au pas. Li Ruihan, chargé au sein du Bureau Politique de la propagande, rappelle que « les journalistes doivent dénoncer la nature hypocrite et réactionnaire de la notion bourgeoise de liberté de la presse, œuvrer de manière adéquate à l'unité nécessaire entre l'esprit du Parti et la nature populaire de la presse, et préserver une bonne fois pour toutes une orientation politique correcte ». Le champs d'application de la peine de mort est élargi à « la propagande et le soutien actif au libéralisme bourgeois ». Jiang Zemin lui-même, le nouveau secrétaire général, dans un discours publié le 16 octobre dans le *Quotidien du Peuple* en appelle à la purification du parti. Paradoxe apparent : au même moment, le pouvoir célèbre, avec éclat, le 2450e anniversaire de la naissance du « Grand sage Confucius », honni sous Mao, en insistant sur les thèmes du respect de l'autorité, du maintien de l'ordre établi et de la primauté des études.

En apparence « l'ordre règne » mais sous la surface l'opposition au régime est massive. En 40 ans de régime communiste, les Chinois ont appris l'art du « biaotai », sorte de représentation dont l'objet est de créer l'illusion la plus parfaite possible de loyauté à l'égard des dirigeants du moment. La « double pensée » chère à

George Orwell n'a plus de secret pour eux : quand la presse officielle veut informer ses lecteurs de la situation réelle sous couvert de dénoncer les « mensonges et rumeurs » de la presse occidentale, il lui suffit de reproduire les bulletins d'information de la *Voix de l'Amérique* — dont toute critique est bien vue en haut lieu — en les assortissant d'un paragraphe assassin sur les intentions inavouées de la station américaine pour être sûr que le lecteur y prêtera attention !

Dernier avatar du régime : la xénophobie. Le 20 mars 1990, le premier ministre, Li Peng, a lancé un appel à commémorer le 150e anniversaire de la Première Guerre de l'opium de 1840-1842, afin d'en faire le thème d'une « campagne d'éducation patriotique et d'émulation du sens de la collectivité » auprès des écoliers. Il s'agit de rappeler les « crimes » des nations occidentales contre la Chine impériale, afin d'« élever la vigilance » des enfants face une stratégie — prêter au « monde impérialiste » — visant à provoquer une « évolution pacifique » du régime vers le capitalisme. Le recours à un tel artifice est un aveu de faiblesse d'autant que c'est un véritable matelas d'indifférence qu'oppressent les administrateurs locaux aux directives du Centre en vue de ce « réarmement idéologique ». Le ver est dans le fruit.

la consolidation du parti dans son rôle dirigeant

Si depuis 1978, la modernisation du pays est pour Deng Xiaoping l'objectif essentiel de son action, cet objectif a toujours été subordonné au respect des « Quatre principes fondamentaux » : maintien de la voie socialiste, maintien de la dictature du prolétariat, maintien de la direction exercée par le Parti, maintien du marxisme-léninisme et de la pensée maozedong. Il est stipulé en tête de la Constitution que la direction de l'Etat incombe à la classe ouvrière représentée par le Parti communiste — le parti des propriétaires du prolétariat devrait-on dire — qui s'autoproclame ainsi souverain absolu. Mais pour perdurer, un tel parti doit être sans faille alors que les événements du printemps 1989 ont fait éclater au grand jour sa profonde division. Dans une allocution prononcée le 22 août devant les hauts cadres du Parti communiste de l'ensemble du pays, et reproduit dans le *Quotidien du Peuple* du lendemain, Son Ping, membre du comité permanent du Bureau Politique et chef du tout puissant département de l'Organisation, a accusé bon nombre de membre du Parti, non seulement d'avoir participé activement aux manifestations pro-démocratiques « illégales », mais d'avoir également « organisé et commandé » ce que la propagande appelle le « chaos contre-révolutionnaire » : « Les causes véritables du chaos, il faut les chercher à l'intérieur du parti... lequel est corrompu jusqu'à l'os par le libéralisme bourgeois ». Mais cet état des lieux est doublé d'un extraordinaire aveu d'impuissance car la purge dans les rangs du Parti communiste annoncée fin juin par Qiao Shi, le chef de la commission centrale de discipline, est sabotée de haut en bas par sa propre hiérarchie. Zhao Ziang est désigné à la vindicte pour ses « racines idéologiques défectueuses » mais lors du Plénum de novembre, qui prévoit des mesures pour renforcer la mainmise du PC sur l'administration et les entreprises, il est toujours membre du Parti et libre de

ses mouvements. Quant au successeur désigné de Deng Xiaoping — qui continue à régner « derrière le rideau » — Jiang Zemin, c'est un nouveau venu au Centre, qui en outre ne dispose d'aucune base dans les milieux militaires.

La grande gagnante en effet de ces divisions internes c'est l'armée en l'honneur de laquelle est organisé en décembre un « mois d'amour de l'armée ». La direction de la Police armée du Peuple, unité spéciale anti-émeute émanant du Parti communiste, est limogée et reprise en main par les militaires. Le communisme cède la place au social-capitalisme : c'est la grande muraille de kaki, dernier rempart d'un pouvoir idéologiquement nu. Il est vrai que le Parti y voit le seul moyen de se sauver de la faillite qui a frappé comme la foudre « les partis frères » d'Europe de l'Est. Effondrement en accéléré : quelques mois en Hongrie, quelques semaines en RDA, quelques jours en Tchécoslovaquie, quelques heures en Roumanie. Et ce qui s'écroule, ce n'est pas seulement un monopole politique, c'est aussi une puissance sacerdotale, celle des mages porteurs de vérité.

Hua Linshan, l'auteur des *Années rouges* a formulé une analyse très fine de la nouvelle donne dans le quotidien *Libération* du 3 octobre 1989 : « La culture hybride du PCC peut être résumée de la façon suivante : elle a pour fondement l'un des courants de pensée minoritaire de la culture chinoise, la pensée légiste, qui prône le recours à la violence et la lutte, et qui fait peu de cas de vertus d'humanité et de droiture. Mais elle a intégré également différents éléments de l'idéologie marxiste — l'un des courants de la pensée occidentale — tels que les concepts de révolution violente, de dictature du parti, de lutte des classes. Elle rejette cependant aussi bien certaines notions légistes comme le respect des lois, que les aspects humanistes du marxisme. En d'autres mots elle est composée des éléments les plus violents des cultures chinoise et occidentale. Dans cette culture hybride, il existe entre le peuple et les dirigeants un rapport de serviteur à maître. Or ce que n'a cessé de réclamer la population chinoise au cours des événements du printemps 1989 c'est l'ouverture d'un dialogue équilibré avec le gouvernement, qui laisse transparaître en réalité un principe culturel fondamental, à savoir que le peuple est un sujet autonome : c'est l'émergence de cette nouvelle culture — qui a obligé Deng dans sa logique de pouvoir donner l'ordre de procéder au massacre. Mais ce recours à la violence apparaît comme un aveu de faiblesse ; la jeune pousse de cette nouvelle culture inaugure une nouvelle page de l'histoire de la Chine. »

Désormais rien ne sera plus comme avant. La fondation, le 18 mai 1989, place Tiananmen de l'Union autonome des ouvriers de Pékin par des ouvriers venus également de toutes les grandes villes de province, comme celle le 22 septembre à Paris de la Fédération pour la Démocratie en Chine, par des dissidents ayant réussi à fuir grâce à des réseaux de complicité à travers tout le pays, donne raison à Wei Jingsheng, depuis 11 ans en prison, lui dont le crime était d'avoir osé réclamer à l'Empereur rouge la 5e modernisation : la démocratie.

L'épigramme de Brecht disait : « Si le peuple ne nous donne pas satisfaction, nous dissoudrons le peuple ». Mais le moment approche où c'est le peuple qui dissoudra le Parti communiste.

Jean-Jacques Gandini

Chronique du fascisme ordinaire



Les fantômes du passé ressurgissent

Fascisme en RDA ? Un point d'histoire !

Les médias semblent découvrir la présence de l'extrême droite, de nazis en RDA... Il est vrai que l'antifascisme était inscrit dans la constitution de la RDA... On constatera simplement que les « quarante ans d'éducation antifasciste » n'ont pas suffi. On se souviendra également que lors des manifestations antifascistes officielles les banderoles « Nazis raus ! » (« Nazis dehors ! ») étaient systématiquement confisquées par les services de police. Ces banderoles précisaient, en fait, la présence effective de nazis sous le régime communiste... inacceptable pour Honecker et sa clique !

Dachau : un monument c'est suffisant

Les républicains n'aiment pas tout ce qui peut assombrir la gloire de l'histoire allemande. Dans leur programme électoral pour les élections municipales à Dachau (le 18 mars), les républicains demandaient la destruction du site commémoratif du camp de concentration incluant le musée. Un simple monument suffirait...

Réintégration

Un flic de Hanovre, âgé de 22 ans qui était membre du groupe fasciste paramilitaire « Mündener Stahlhelm » a été réintégré dans les services de police. Sa suspension a été annulée car le parquet n'a pas donné suite aux poursuites judiciaires. Deux autres membres ont

eu simplement des amendes pour possession illégale d'armes. Les poursuites pour association de malfaiteurs avaient vite été laissées de côté.

Calendrier d'Allemagne

L'Institut pan-germanique à Bonn a édité un calendrier, tiré à 75 000 exemplaires : *Allemagne 1990*. Sa terminologie correspond parfois à celle du IIIe Reich. On parle des « territoires » ou des « provinces » de l'Est... Ils donnent les noms allemands pour les villes aujourd'hui polonaises... L'existence de la Pologne est mis sous silence et ils parlent de territoires sous domination étrangère en évoquant la Silésie et la Poméranie (territoires devenus polonais après la Seconde guerre mondiale).

Réfugiés de 1945

A l'approche de l'armée rouge, en 1945, huit millions de personnes quittaient la Silésie, la Poméranie, la Prusse orientale, etc... pour la RFA. Ils ont créé des « associations de réfugiés » qui souhaitent le rétablissement des frontières de 1937

L'Union des associations de réfugiés prétendent ne pas envisager le rétablissement des frontières de 1937 : « on se dit réalistes ». Ils pensent pouvoir « s'accorder » avec les Polonais eux-même et ajoutent que l'Allemagne ne peut pas renoncer à 800 d'histoire et à un tiers de ses territoires. Ils souhaitent créer le même type d'association en RDA.

Burkard et Bernard (Gr. Humeurs noires de Lille)
(Traduit de *Direkte Aktion*)

Appel à la solidarité internationale

Le journal de la Fédération libertaire d'Argentine est en difficultés financières. *El Libertario* risque d'arrêter toute parution à cause d'une grave crise économique et à cause d'une augmentation considérable du prix du papier et des coûts d'imprimerie. Comme nous le savons tous, la presse est un des moyens essentiels pour affirmer une présence anarchiste dans un pays, surtout dans un pays en but à la répression comme l'Argentine.

Les camarades appellent donc à les soutenir financièrement en envoyant des chèques à Carlos N. Farina à l'adresse suivante : Brasil 1551, (1154) Buenos Aires, Republica Argentina.

M. F.

SCULPTURE

«A terre perdue VII»

QUATRE ans d'émissions sur les ondes de Radio-Libertaire, une centaine d'artistes rencontrés et des interrogations, des doutes, des remises en cause ont jalonné pour moi ce parcours. L'art contemporain vit, provoque. Les « faire » sont bien sûr différents pour chaque artiste, unique comme chaque individu. Parmi ces rencontres, certains ont choisi de nous accompagner pour des expositions de soutien et des productions de cassettes ou des débats. Nicole Crestou fait partie de ces artistes qui nous ont soutenus. L'opportunité d'une exposition à Paris (1) me permet de vous parler de son œuvre qui m'a, plus qu'une autre, bouleversé et interrogé par son aspect éminemment poétique et politique. Mais l'artiste, une femme à l'aspect fragile, ne confirmera ni ne contredira mes propos.

Ses installations comprennent toujours des sculptures en grès cru, gris après séchage, sans apport de coloration et armature. Les pièces représentent des mains, des corps de femmes ou de bébés. Ces éléments sont mis en état de destruction progressive, totale ou partielle. L'installation peut se trouver à l'extérieur, elle est autonome, sans processus de dégradation mis en place par l'artiste ; les intempéries ou les visiteurs s'en chargent eux-même.



Si l'installation se passe en lieu clos, un processus artificiel est alors nécessaire, bassin formé d'une bache en plastique, baignoire, bassines, etc. Ces récipients remplis d'eau provoquent la dégradation, voire la destruction de la pièce. Il y a négation de l'œuvre d'art en tant qu'icône. Aucune transaction commerciale ne peut s'opérer, il reste alors des traces photographiques qui, seules, témoignent des différentes étapes de dégradation des pièces. Les œuvres ont une durée de vie éphémère et en même temps un cycle s'opère : la terre, matière

première, devient œuvre, suite aux actions dégradantes, elle redevient terre pour se transformer de nouveau en œuvre.

L'œuvre a donc une durée de vie inférieure à celle de l'artiste qui est « plus immortelle ». C'est un moyen de vivre sa création en liaison très étroite avec son époque, en s'inscrivant de façon originale dans celle-ci, en rejetant toute forme de projection et en refusant son œuvre à l'Histoire.

Que l'action de l'artiste marque l'histoire de l'art fait partie des souhaits que

Sélection Radio Libertaire (89.4)

- Jeudi 17 mai
 — « *Flagrants désirs* » (19 h 30 - 20 h 30) : Gil Cerisy.
- Samedi 19 mai
 — « *Chronique syndicale* » (11 h 30 - 14 h 30) : forum avec les Editions Ouvrières, autour du livre de M. Noblecourt : *Le syndicalisme en question* (vendu à la librairie du Monde Libertaire).
 — « *BDDA* » (18 h - 19 h 30) : Luc Mazel.
- Dimanche 20 mai
 — « *Les damnés de la Terre* » (20 h - 22 h) : résistances indiennes en Amérique.
 — « *L'imaginaire* » (22 - 23 h) : « un autre futur » avec Aimé.
- Mardi 22 mai
 — « *Blues en liberté* » (10 h 30 - 12 h) : le rock et le blues (suite)
- Mercredi 23 mai
 — « *Laissez-passer* » (12 h - 13 h 30) : Haïti : les réformes en cours.
 — « *Femmes libres* » (18 h 30 - 20 h) : nanas beurs, M. C. Calmus, « les nouvelles balladines »,
 — « *La théorie du Tomahawk* » (22 h 30 - 1 h) : Laid Théardier et Venus Fly Trap.

je formule à l'égard de Nicole Crestou. Au moment où la valeur d'une œuvre se chiffre en dollars ou en yens il est vital que des réalisations aussi percutantes que celles de Crestou existent.

André Robert

(1) Nicole Crestou expose, dans le cadre de *A terre perdue VII*, du 7 au 19 mai à la galerie Pierre-Marie Vitoux, 3, rue d'Ormesson, 75004 Paris (M^o Saint-Paul - place Sainte Catherine). Ouvert du mardi au samedi de 14 h 30 à 19 h 30 et sur rendez-vous. Le vernissage aura lieu le mercredi 9 mai de 18 h à 21 h.

La « Cave aux chansons » du Troupeau

Jeudi 17 et vendredi 18 mai

Chantal Grimm

Le Troupeau, 11, rue François de Pressensé (M^o Pernety), 75014 Paris.

Entrée : 50 F

Hommage à notre ami Jorge Valero

Tous les chevaux ont couru, un roman-fiction. Mais une fiction sociale proche du polar dans l'écriture. Jorge Valero a écrit durant ces années noires, pendant lesquelles l'immense espoir de Mai 68 semblait mort, quand le tircé et le loto semblaient être les seuls biens sociaux... avant que les étudiants, les cheminots, les infirmières ne reprennent la rue. C'est ainsi que le désespoir perle au long des lignes du récit : travail - métro - dodo - famille éclate sous l'action collective, un jour de grève, sous les feux ardents d'un autre amour. Mais la maille est serrée par les politiciens, les bureaucrates syndicaux, les habitudes aussi. L'élan de rupture n'est pas assez fort. La révolution ne se fait pas en un seul jour. Alors retour à la case départ, ou presque.

Michel Ragon (1) pourrait aussi choisir cet auteur - non pas tant pour la valeur artistique de (son) écrit, que pour le témoignage direct, irremplaçable de (son) message social.

Hélène

Jorge Valero, *Tous les chevaux ont couru*. Editions La Digitale. En vente à la librairie du Monde Libertaire. (1) Michel Ragon, *Histoire de la littérature prolétarienne de langue française*. Editions Albin Michel. Egalement en vente à la librairie du Monde Libertaire.

DERNIERE MINUTE

Nous venons d'apprendre le décès, à l'âge de 53 ans, de notre ami Jorge Valero. Il nous a quitté le dimanche 6 mai, à Nice, en chutant lourdement à la suite d'un malaise cardiaque. Le jeudi 10 mai, il a été enterré à Narbonne. Prochainement se tiendra, à Lyon, une réunion pour honorer sa mémoire (date non communiquée).

Dans un prochain numéro nous témoignons de son engagement militant.

La rédaction du *Monde Libertaire* présente à ses proches ses sincères condoléances.

La rédaction

SPECTACLE

La fête du Combat syndicaliste

QUELQUES jours après Léo Ferré chantant contre l'armée, la vieille scène du Théâtre libertaire de Paris, le Déjazet, cette petite salle datant de l'autre siècle coincée entre deux maisons près de la place de la République, accueille Marie-Josée Vilar et Serge Utgé-Royo. Ils participent à un concert de soutien au mensuel *Le Combat syndicaliste*, le journal de la CNT, deux voix pour un combat, celui des anarcho-syndicalistes, si loin des vieillards permanents de la « syndicalité » française. A cette occasion, nous pourrions entendre et applaudir sur la même scène deux compagnons de la parole insoumise. Petit détour envers et contre tout vers leurs « cités du soleil ».

parfums de désordre

Utgé-Royo, le nom déjà comme un claquement souple dans la bouche et quelques voyelles un peu espagnoles

qui auraient décidé de s'offrir le soleil : « caminant amb una flor al cor » (1). Serge Utgé-Royo, une voix gorgée d'un vocabulaire insurrectionnel aux tendres « parfums du désordre » où doucement « la musique (qui) tanguent sur l'océan des larmes ». Comme « la parole (qu'on a) conservée malgré tout », cri authentique et fier, comme la rage de dire de celui qui sait, comme l'obsession de la marée dans le sexe bleu nuit de la mer. Voici le chant d'exil d'un pirate de la nuit. Un exil qui n'est plus seulement celui d'un pays ou d'un peuple mais bien plutôt, souffrance plus forte, l'exil d'une terre et d'un monde. Utgé-Royo a pris le chemin des nouvelles transhumances sur le sol d'autres montagnes, sans loup ni moutons, « patrie sans passeport et sans drapeau », loin « des cités glacées de la gendarmerie mondiale », où s'étendent, espace des instants, « des cités du soleil » (2). Avec la tripe anardes « quartiers de couleurs » et la poésie « aux yeux brillants d'exil », Utgé-Royo nous offre le voyage vers « les pampas endormies sous les pas des

chevaux », vers « les lunes mortes » du Chili glacé, bien plus loin que l'Atlantique, l'océan, le Pacifique, vers la Kanaky ou vers Paris-la-Commune, dans des « nations sans frontières », vers la Catalogne ou le Plat Pays, « Liège qui (l') attend, ruisselante de ciel ».

Il pleut sur Coutance

J'aime chez Utgé-Royo cette voix de l'actuel et de l'utopie : « Je reviens au présent et c'est une blessure... » J'aime justement la douleur de l'homme, cette grande déchirure dans la tête qui fait exploser son verbe dans le crépuscule des idoles.

« Je sens le temps qui passe et va briser mon corps », chante Utgé-Royo en recomptant quelques « rêves perdus ».

« Il a tant plu, depuis tant de semaines... ». Comme cette pluie, ces larmes de *Nostalgie* (3) sur Coutance. « Il doit bien pleuvoir sur Coutance / quand l'océan s'énervé et qu'il danse. » Les nostalgies, la nostalgie de Marie-Josée Vilar, cette grande danse avec les souvenirs et les gestes, tango des sensations et des sentiments. « Danser

dans vos bras (et) chanter rien que pour toi ».

Pour toi ou pour moi, chaque mot de Marie-Josée Vilar est comme une « chanson simple pour Luisa », c'est prendre le « train du soir » vers « ces temps bleus » et « la rosée des alchimistes ». Elle chante avec dans la bouche « l'or fin d'un baiser » et « l'automne au bout des seins » et elle l'invite « au bord de la mer / pour voir les oiseaux tirer des traits dans l'air ». « Il y a des nuits de lune / Ou la vie est plus belle / Que tout ce qu'en racontent / Les plumes... », écrit-elle loin du « silence insonore (de) la mort » comme pour « fuir les endroits où la terre n'est plus très ronde », fuir « leurs noces d'effroi » et « leurs serments sans joie ». Le monde de Marie-Josée, c'est un tiroir plein de souvenirs, un cahier plein d'histoires, c'est aussi un ventre qui enfante les rêves les plus fous et mille pas de danse au grand bal des désirs. « Mon enfant, mon velours, mon point précis / Près de moi dans l'infini / ma beauté, ma fenêtre / Il est temps d'écouter tomber la nuit / Sur les temples de Paris / Fabriqués par leurs maîtres ».

Suivre un peu leurs pas dans une balade buissonnière, le pas de l'exil de Serge Utgé-Royo, le pas de la danse de Marie-Josée Vilar, sur la scène du TLP-Déjazet. Pour la fête du *Combat syndicaliste*. Pour l'espoir. Pour le printemps au bout des mains.

Pascal Didier

- (1) « Cheminant avec une fleur au cœur »
 (2) « Les cités du soleil » de Serge Utgé-Royo (14 chansons. CD ou cassettes disponibles à la librairie du Monde Libertaire).
 (3) « Nostalgie, nostalgie » de Marie-Josée Vilar (11 chansons. CD ou cassettes disponibles à la librairie du Monde Libertaire).

Interview et forum autour du livre *Les syndicats en question*

Michel Noblecourt, responsable du service économique et social du quotidien *Le Monde*, sera l'invité de la « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire le samedi 19 mai, à 11 h 30.

Vous pourrez le rencontrer, ce même jour, à la librairie du Monde Libertaire, au 145, rue Amelot, 75011 Paris, à 16 h 30. Là, il animera un débat autour de son livre *Les syndicats en question*, paru aux Editions ouvrières. Dans cet ouvrage, Michel Noblecourt se livre à une analyse sans complaisance des pratiques syndicales et invite le syndicalisme à changer s'il veut survivre. Voilà une occasion de débattre sur la nature des changements et du syndicalisme que les uns et les autres nous envisageons.

La « Chronique syndicale »

CONCERT EXCEPTIONNEL

Le dimanche 20 mai, à 15 h 30,

pour la fête du *Combat syndicaliste* Marie-Josée Vilar et Serge Utgé-Royo au TLP-Déjazet, 41, bld du Temple (M^o République). Tarif : 60 F

Billets vendus au TLP et à la CNT : 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

RENDEZ-VOUS

MARSEILLE

Le groupe Ascaso-Durruti tient ses permanences tous les samedis, de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro Réformés-Canebière ou métro Cinq avenues-Longchamp). Vous pouvez venir débattre avec nous, consulter notre bibliothèque de prêt (constituée par 600 titres), consulter nos publications étrangères et acheter le *Monde libertaire*.

TOULON

Le groupe Région toulonnaise de la FA et le Centre d'étude et de culture libertaire (CECL) tiendront un stand à la foire biologique de Signes (Var), qui se déroule le 3 juin. Au programme de cette foire : stands, musique, théâtre, buvette, « bouffe ». L'entrée est libre.

LE KREMLIN-BICETRE

Une liaison s'est constituée sur Le Kremlin-Bicêtre. Pour la contacter, écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

NANCY

Un groupe de la FA s'est constitué sur Nancy. Il vend le *Monde libertaire* tous les samedis à partir de 10 h sur la place du marché. Pour le contacter, vous pouvez écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

TOULOUSE

Le groupe Albert-Camus tient désormais ses permanences à l'Athénée Albert-Camus, au 39, rue Peyrolières, 31 000 Toulouse. Tous les jeudis de 16 h à 20 h et tous les samedis de 14 h à 18 h des livres, des brochures et des journaux libertaires vous attendent dans nos nouveaux locaux.

Le groupe tient toujours une table de presse le dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 au marché aux puces de Saint-Sernin.

Permanences du secrétariat aux Relations Intérieures de la F.A. :

le samedi de 15 h à 17 h
145, rue Amelot - 75011 Paris
(M^o République)

Tél. (16.1) 48.05.34.08.

**COMMUNIQUE
PARIS**

La Fédération anarchiste organise une série de cours qui abordera les thèmes essentiels de la pensée anarchiste. Ces cours auront lieu au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (M^o Blanche ou Abbesses).

— Mercredi 23 mai : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires. L'anarchisme à l'épreuve de l'histoire ».

— Mercredi 30 mai : « Féminisme libertaire. Travail des femmes, luttes des femmes ».

Ces cours se dérouleront à partir de 20 h 30.

VOTE DES IMMIGRES

Le droit à l'abstention

RACISME, antiracisme, voici deux thèmes bien au goût du jour. Le 10 mai dernier, De Klerck, premier ministre sud-africain est venu rendre visite à François Mitterrand. Dans la mesure où le PS s'affirme antiraciste (voir la campagne d'affichage signée PS : « Le racisme sera-t-il le mur des Français ? », ça la fichait plutôt mal. Il doit y avoir, n'en doutons pas, quelques juteux contrats à la clé. Pour ceux qui s'inquiéteraient, Nelson Mandela viendra aussi, un peu plus tard.

Le vote des « résidents étrangers »

À l'Assemblée nationale, une loi proposée par le PCF, visant à réprimer tout acte raciste, antisémite et xénophobe vient d'être votée. Les coupables de discrimination raciste risquent d'être privés de toute responsabilité électorale. Le Pen en a choppé une crise d'urticaire, lui, le patriote s'inquiète que l'on veuille donner le droit de vote aux immigrés alors que dans le même temps on se propose de le retirer aux racistes.

Le droit de vote aux immigrés, voici un beau thème à la mode. En février, plus de 160 organisations, associations et autres partis ont décidé de constituer un collectif pour le droit de vote des « résidents étrangers » (joli euphémisme n'est-ce pas), aux élections locales (1), rallié sous le panache blanc de la Ligue des droits de l'homme, excepté le PS, mais ses satellites sont néanmoins présents. Ce collectif regroupe allégrement quasiment toute la gauche française ; ainsi que ceux qui sont, au premier chef, concernés par cette mesure : les immigrés (c'est la moindre des choses). L'idée était dans l'air depuis pas mal de temps et l'on risque d'en parler encore longtemps : au moins jusqu'aux prochaines élections, car en attendant nos 53 millions de concitoyens ne sont plus vraiment concernés par la démocratie puisque des gens très biens s'occupent de leurs affaires. Favorables au vote, on trouve pêle-mêle les communistes (le PCF et les autres), les antiracistes, les « auto-gestionnaires », les pacifistes, des parents d'élèves, des syndicats étudiants, des croyants (hormis des musulmans déclarés), divers syndicats (rouges et roses), des démocrates, des « révolutionnaires », des rationalistes, quelques radios « libres », etc. Difficile de toutes les citer. A noter, tout de même, la présence de la Nouvelle Action royaliste, qui comme son nom l'indique est une association démocrate.

TOULOUSE EN FETE

A l'occasion de l'inauguration de son nouveau local le groupe Albert-Camus vous attend nombreux le samedi 26 mai, à partir de 14 heures, au 39, rue Peyrolières.

Mais qu'est-ce qui fait se réunir dans un si grand élan toutes ces associations ? Les signataires proposent de passer de la « citoyenneté sociale » des étrangers (définie par le droit pour les étrangers à participer dans les mêmes conditions que les Français aux décisions dans les entreprises au CE, à la Sécurité sociale, dans les écoles, etc.) à la citoyenneté fondée sur la résidence. Avec raison, il est noté l'importance des prises de décisions au niveau local, celles concernant « la vie quotidienne de la population » et de la communauté d'intérêt entre Français et immigrés. La solution proposée sera donc : « Le droit pour chacun de participer à l'élaboration des décisions qui les concernent ». Bravo ! Et comment ? Par le droit de vote et l'éligibilité aux élections locales pour les étrangers, parbleu !

Jusqu'à présent malheureusement, le droit pour chacun de participer à l'élaboration des décisions qui nous concernent ne passe pas encore, à notre connaissance, par l'élection de quelques notables. Les recours réguliers et nécessaires à la rue, la grève, les occupations et tout ce genre de choses nous prouvent bien que c'est ailleurs que dans les urnes que l'on participe aux décisions qui nous concernent.

La citoyenneté à deux niveaux

Qu'on ne se méprenne pas. Nous ne sommes pas contre le droit de vote aux résidents étrangers. Nous disons : « Les mêmes droits pour tous, c'est-à-dire, entre autres, celui de voter ou d'être élu. Mais nous connaissons la profonde utilité d'aller voter, alors, de fait, le droit de vote est pour nous le droit à l'abstention, car il est vrai que l'on ne peut refuser que ce qu'on nous propose. Les mêmes droits pour tous ne se limitent certainement pas aux élections locales pour les étrangers. En France, c'est seulement en 1945 que le droit de vote a été accordé aux femmes ; aurait-il fallu, selon ces associations, ne l'accorder que pour des élections locales ?

Il ne s'agit aujourd'hui que d'entériner une situation : une citoyenneté à deux niveaux, où certains sont plus égaux que d'autres. Les divers déchus de leurs droits (mineurs, handicapés, taulards et autes enfermés), en font les frais. En Afrique du Sud, on appelle cela l'apartheid, non ? A noter que le frémissement du début de la fin de l'apartheid ne signifie que la poursuite des inégalités sous une forme différente.

Anarchistes, nous n'utiliserons certainement pas notre énergie, pour

arracher un quelconque sous-droit pour quiconque. Et c'est dans cette perspective que nous appellerons ces associations et autres partis à nous rejoindre dans un combat plus ambitieux : faire disparaître la notion d'étranger en faisant disparaître les frontières.

Gr. Henri-Poullaille de Saint-Denis

(1) Collectif droit de vote. LDH.

Nécrologie

À la lecture du *Monde*, daté du vendredi 11 mai, nous venons d'apprendre la disparition à l'âge de 91 ans de Robert Jospin. Tribun socialiste, ardent pacifiste, artisan de la construction européenne, militant SFIO jusqu'à la signature, le 27 juin 1972, du programme commun de gouvernement de la gauche Robert Jospin était aussi, et depuis fort longtemps, chroniqueur à l'*Union pacifiste*, organe de l'UFP, puis au *Libertaire*, le journal de l'Union des anarchistes.

On se souvient de ses articles, où déçu, il nous confiait ses regrets de voir son fils Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, signer le protocole d'accord Défense-Education.

Dans un prochain numéro du *Monde libertaire* nous reviendrons plus en détail sur les activités militantes de cette figure libertaire de la vieille école socialiste.

La rédaction

PARUTIONS

AUTOCOLLANT-BROCHES

Le groupe Région toulonnaise diffuse un autocollant représentant un A cerclé rouge sur fond noir. Prix 2 F l'unité à partir de 25 exemplaires (minimum), port compris.

Trois brochures : étoile noire, étoile rouge et rouge, deux mains brisant un fusil. Prix : 8,50 F l'unité à partir de 6 exemplaires. Port compris. CECL, immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

SOMMAIRE

PAGE 1 : Le signal de la haine, L'« Acte inique » européen.
PAGE 2 : Polémique autour de la prison, Daniel Koehl témoigne, Les mutineries de Loos et de Douai.
PAGE 3 : Spécial expulsions (suite), L'« Acte inique » européen, En bref.
PAGE 5 : Le CRC, La CNT, Station Kronsdal, Les rencontres agricoles de Rambouillet, Les élections universitaires à Tolbiac.
PAGE 6 : Chine (suite et fin), L'extrême droite en RFA et RDA, Solidarité Argentine.
PAGE 7 : RL, Sculpture, Concert CNT, Hommage à J. Valero, Forum.
PAGE 8 : Vote des immigrés, Robert Jospin n'est plus, Infos FA.

Actualité bordelaise autour du 1er Mai

Le groupe Emma-Goldman de Bordeaux a organisé, en prélude au 1^{er} Mai, une fête anti-autoritaire les 27 et 28 avril 1990, à l'Athénée libertaire avec, notamment une vidéo sur Louis Lecoq suivi d'un débat axé sur l'antimilitarisme, débat qui fut animé par un membre de l'Union Pacifiste de France.

La projection vidéo de la pièce de théâtre de Dario Fo, *Mort accidentelle d'un anarchiste*, clôtura cette première soirée. Le lendemain, un concert de rock alternatif était donné en soutien au groupe.

À l'occasion du 1^{er} Mai, la Fédération anarchiste de Bordeaux s'est jointe, comme elle le fait maintenant depuis cinq ans, au traditionnel cortège syndical. Nous avons pu observer un net fléchissement du nombre des manifestants : seule une cinquantaine de personnes était présente à nos côtés ; cela peut s'expliquer en partie par les conflits qui divisent le mouvement libertaire à Bordeaux, la CNT ayant, en effet, choisi cette année encore de manifester de façon autonome, à l'écart de l'ensemble du mouvement ouvrier.

Le groupe Emma-Goldman déplore cet état de fait et souhaite vivement que le cortège de l'an prochain réunisse tous les libertaires de Bordeaux.

Gr. Emma-Goldman de Bordeaux

→ suite des parutions

PRESSE

Le groupe de Nantes vous annonce la parution du n°11/12 du *Farfadet*. Au sommaire : un dossier sur Léonard Peltier et les Amérindiens, un second sur le Tiers-monde et le problème de la dette ; mais également des articles sur l'Afrique du Sud, le Tibet, l'école et les fascistes. Ce journal est en vente au prix de 10 F à l'adresse suivante : *Magazine libertaire*, Radio-Alternates, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes. Il est également disponible à la librairie du Monde Libertaire à Paris et à la librairie Livres comme l'air, 2, rue Copernic, à Nantes.

PRESSE-BADGES

Le groupe Flores-Magon vient de publier le premier numéro de *Schwartz Fohne*. Au sommaire on trouve des articles sur : les ratonnades parisiennes d'octobre 1961, le 1^{er} Mai 1886, un portrait de Samuel Schwartzbard, militant anarchiste juif d'Ukraine, qui en 1926, à Paris, assassina le nationaliste ukrainien Simon Petlioura, responsable de pogroms en Ukraine durant la révolution russe. Le groupe Flores-Magon édite aussi deux badges : « Agir au lieu d'élire » et « Ni Dieu, ni maître, ni frontière ».

EDITION

Les éditions Partage noir viennent de publier *La Peste religieuse* de Johann Most. Cette brochure est interdite en RFA. Elle est par ailleurs la seule publication de ce militant anarchiste en France. En vente au prix de 10 F, à la librairie du Monde Libertaire.

AFFICHE

Le groupe Henry-Poullaille a édité une affiche, « Construisons l'anarchie ». Prix de vente : 5 F l'unité, 1 F à partir de 50 exemplaires. Elle est disponible à la librairie du Monde Libertaire.